



Conseil économique et social

Distr. limitée
11 avril 2011
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingtième session

Vienne, 11-15 avril 2011

Point 6 de l'ordre du jour

Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

Argentine: projet de résolution

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'approuver le projet de résolution ci-après en vue de son adoption par l'Assemblée générale:

Lutte contre le trafic de médicaments frauduleux

L'Assemblée générale,

Consciente qu'il est important pour les États de lutter contre la criminalité transnationale organisée, dont la fraude internationale dans le domaine de la santé est une forme,

Soulignant que le terme "médicaments frauduleux" couvre les médicaments dont le contenu est inerte, inférieur, supérieur ou différent de ce qui est indiqué, dont l'étiquette a été falsifiée ou qui sont périmés, et soulignant également que ce terme n'est pas lié à la question du droit de la propriété intellectuelle et qu'il ne doit pas, en particulier, être associé aux médicaments génériques ou traditionnels,

Exprimant sa préoccupation face au problème mondial croissant que constituent les médicaments frauduleux, qui a de lourdes conséquences pour les pays en développement, non seulement en tant que risque pour la santé publique du fait que les personnes touchées souffrent de graves problèmes de santé, pouvant aller jusqu'à la mort, mais aussi en tant que pollution de la chaîne pharmaceutique, entraînant, au sein de la population, une perte de confiance dans la qualité, l'innocuité et l'efficacité des produits pharmaceutiques authentiques,



Rappelant que la question des médicaments frauduleux demeure peu traitée par la communauté internationale, sauf dans la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique, qui n'est pas encore entrée en vigueur,

Alarmée par l'implication croissante de groupes criminels organisés dans tous les aspects du trafic de médicaments frauduleux, et soulignant à cet égard que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée¹ pourrait être utile pour renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le trafic de ces médicaments, y compris contre leur production et distribution illicites, par le biais notamment d'une entraide judiciaire, de mesures d'extradition et du recouvrement du produit d'activités criminelles,

Souhaitant que tous les États prennent davantage conscience du fait que la communauté internationale doit de toute urgence agir et lutter contre la menace que représentent les médicaments frauduleux, et reconnaissant l'importance qu'il y a à offrir un cadre de coopération internationale le plus large possible, conformément aux instruments et mécanismes internationaux applicables,

Observant que les médicaments frauduleux ont de graves conséquences sanitaires à la fois pour la population dans son ensemble et pour les systèmes de santé nationaux, ainsi que de graves conséquences économiques, supportées généralement par les pouvoirs publics nationaux qui doivent assumer les coûts de la lutte contre le commerce illicite, de même que les coûts médicaux accrus dus à des traitements prolongés, à des complications médicales et à la propagation de maladies causées par la consommation de médicaments frauduleux nécessitant des traitements intensifs,

Notant que la production de médicaments frauduleux ne requiert chez les délinquants ni infrastructure sophistiquée ni connaissances pointues et que, à mesure que de nouvelles méthodes d'identification des médicaments frauduleux sont mises au point, les délinquants améliorent leurs méthodes de reproduction des emballages, des hologrammes et d'autres éléments matériels ainsi que la composition chimique de leurs produits,

Observant que de nombreux groupes criminels concernés sont aussi impliqués dans d'autres activités criminelles, dont le blanchiment d'argent, la corruption et la contrebande, et que les délinquants évitent souvent que ces infractions ne soient détectées en employant des techniques sophistiquées qui exploitent les faiblesses de certains domaines où le cadre juridique, les services de détection et de répression et les organismes de réglementation ne fonctionnent pas efficacement,

Rappelant la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée qui donne à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime un mandat fort pour traiter les questions cruciales de criminalité liées au trafic de médicaments frauduleux,

Consciente de la nécessité de renforcer et de mettre pleinement en œuvre, selon que de besoin, les mécanismes visant à lutter contre les réseaux du crime organisé participant à la production et au trafic de médicaments frauduleux par un renforcement des capacités de la justice pénale,

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime intitulé *The Globalization of Crime: A Transnational Organized Crime Threat Assessment*², où est traitée la question des médicaments frauduleux;
2. *Prie instamment* les États Membres et les institutions concernées, selon qu'il conviendra, de mettre pleinement en œuvre et de renforcer les mesures et mécanismes visant à lutter contre le trafic de médicaments frauduleux et d'intensifier la coopération internationale, y compris par le biais des programmes d'assistance technique juridique et opérationnelle de l'UNODC, afin de permettre aux autorités de détecter et combattre plus efficacement ce trafic;
3. *Prie instamment* les États Membres de prévenir le trafic de médicaments frauduleux en adoptant des textes législatifs appropriés portant en particulier sur toutes les infractions relatives à ces médicaments, telles que le blanchiment d'argent, la corruption et la contrebande, ainsi que sur la confiscation et la disposition des avoirs d'origine criminelle, l'extradition et l'entraide judiciaire, afin de ne laisser échapper aucun moyen de fabrication, de distribution ou de vente de ces médicaments;
4. *Invite* les États Membres à passer en revue leurs cadres législatif et réglementaire de manière à se doter d'une législation efficace et de meilleurs mécanismes de réglementation couvrant les fabricants, les importateurs et exportateurs, les distributeurs et les détaillants, qui aient un puissant effet dissuasif sur les réseaux criminels organisés impliqués dans le commerce mondial des médicaments frauduleux;
5. *Encourage* les États Membres à adopter des mesures visant à renforcer les contrôles aux frontières, l'échange d'informations, les enquêtes conjointes, les techniques d'enquête spéciales et les activités de détection et de répression aux niveaux national, régional et international et à promouvoir la coopération des services de détection et de répression nationaux afin de lutter contre le trafic de médicaments frauduleux, notamment en promouvant les outils existants et en adoptant de nouveaux;
6. *Invite* les États Membres à s'employer, au niveau national, à faire connaître les conséquences néfastes, du point de vue sanitaire, économique et social de l'achat de médicaments qui peuvent ne pas être authentiques et à appeler l'attention sur les risques que fait courir la consommation de médicaments vendus sur le marché illicite, afin de ne pas engendrer une perte de confiance du public dans la qualité, l'innocuité et l'efficacité des médicaments vendus dans la filière pharmaceutique légitime;
7. *Invite* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à intensifier les recherches et les évaluations des menaces en ce qui concerne l'ampleur et l'impact du phénomène des médicaments frauduleux et l'implication des groupes criminels organisés transnationaux, de manière à fournir un meilleur cadre de connaissances pour la mise au point de mesures de lutte contre ce commerce illicite fondées sur les faits;

² Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.10.IV.6

8. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, conformément à son mandat et en étroite coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation mondiale des douanes, l'Organisation internationale de police criminelle et l'Office européen de police ainsi que le secteur privé, les organismes régionaux, les organisations de la société civile, les associations professionnelles, des partenaires privés et autres, de mieux aider les États Membres à désorganiser et démanteler les réseaux criminels organisés responsables de la production, de la distribution, de la vente et du trafic de médicaments frauduleux, de mieux exploiter l'expérience, les compétences techniques et les ressources de chaque organisation et de créer des synergies avec les partenaires intéressés et invite les États Membres et d'autres donateurs à verser des contributions extrabudgétaires à ces fins, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

9. *Encourage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à repérer des pays clefs dans les régions touchées, ainsi que des partenaires dans les secteurs public et privé, la société civile et les ONG, qui souhaitent vivement promouvoir et faire avancer cette question grâce à un mandat et un cadre forts;

10. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa vingt-deuxième session sur l'application de la présente résolution.
